



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2954
14 mars 2025
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Pas un euro de plus pour l'armée, pas un homme pour la guerre!



Ukraine
**La population
sacrifiée**

Pages 8 et 9

Santé
**La fièvre
des profits**

Page 6

Industriels
**Étouffés... par
les milliards**

Pages 5 et 13

Leur société

- L'appel aux armes de Macron: ce n'est pas notre guerre 3
- Après les "dividendes de la paix", ceux de la guerre 3
- En avant vers les cimetières 3
- Contre la guerre: préparer la révolution 4
- Confédérations syndicales: au garde-à-vous 4
- Dépenses militaires: refusons le chantage 4
- Autoentrepreneurs, petits patrons: victimes de la crise 5
- CAC 40: records d'exploitation 5
- Restos du cœur: "Aujourd'hui, on n'a plus le droit..." 5
- Meurtre de Nahel: ceux qu'un procès dérange 5
- Quétiapine: l'angoisse de la pénurie 6
- Sanofi: la fièvre du profit 6
- Cancers: hausse du budget en trompe-l'œil 6
- Obésité: épidémie mondiale 6
- Universités: à la recherche d'un budget 7
- Enseignement supérieur privé: un business qui rapporte 7
- École d'Indre: "On n'est pas des sardines!" 7
- Plastique: Bayrou remet le couvert 7
- Kourou - Guyane: la guerre, même dans les étoiles 12
- La Réunion: deux poids, deux mesures 12
- CMA CGM: cap sur les profits 12

Dans le monde

- Ukraine: une population sacrifiée, y compris par ses dirigeants 8
- Syrie: massacres et embargo 8
- Russie-Ukraine: pendant les négociations, la guerre continue 9
- Gaza: le chantage de Netanyahu 9
- États-Unis: Musk accro à l'argent public 10
- Attaques racistes du gouvernement 10
- Naufrage en mer du Nord: tout sauf imprévisible 11
- Sénégal: Diomaye Faye contre les pauvres 11
- Rougeole au Texas: l'obscurantisme religieux tue 11
- Europe de la défense: concurrence de gros sous 16
- Haïti: contre la dictature des gangs 16

Dans les entreprises

- Industriels de l'automobile: en "danger de mort"... étouffés sous les milliards 13
- Michelin - Cholet 13
- La voix de son maître 13
- La Redoute-Quai 30 Wattrelos 14
- Groupe Safran 14
- Thales - Toulouse 14
- MDL - Vesoul 15
- Hôpital de Vesoul 15

Agenda

- Fêtes régionales 3
- Cercle Léon Trotsky 3
- 7, 8 et 9 juin: la fête de Lutte ouvrière! 16

Pas un euro de plus pour l'armée! Pas un homme pour la guerre!

Faisant comme si Poutine allait envahir l'Europe, Macron veut mettre l'Union européenne sur le pied de guerre et doubler le budget militaire français en cinq ans. Mais les chars russes et les Cosaques se préparent-ils à entrer dans Berlin ou Paris ? Non ! Cette propagande ne tient pas debout.

Poutine n'en a ni les moyens ni l'objectif. Si Poutine a envahi l'Ukraine, en février 2022, ce n'était pas pour partir à la conquête de l'Europe mais pour stopper l'avancée de l'OTAN, qui marchait de plus en plus sur ses plates-bandes en intégrant dans son giron les pays Baltes et nombre d'anciens pays du bloc de l'Est. Au bout de trois ans de guerre et au prix de centaines de milliers de morts, l'armée russe n'a même pas réussi à prendre Kiev !

D'après Macron, il faudrait défendre les valeurs démocratiques et le peuple ukrainien trahis par Trump et son gouvernement. Mais les dirigeants européens sont aussi cyniques que leurs compères américains, même s'ils sont moins puissants.

Qu'est-ce que la France et les autres puissances européennes ont fait en Afrique ou au Moyen-Orient ? Elles ont pillé les ressources naturelles, se sont réparti des zones d'influence en traçant des frontières au milieu des peuples. Elles ont soutenu les dictateurs qui leur étaient utiles, avant de les lâcher du jour au lendemain, comme Saddam Hussein ou Kadhafi.

Aujourd'hui, les dirigeants impérialistes veulent tous participer aux pourparlers de cessez-le-feu en Ukraine parce qu'ils lorgnent, tous, ses fameuses terres rares, ses vastes terres agricoles et les milliards du marché de la reconstruction.

En jouant sur nos sentiments et nos peurs, Macron cherche à redorer son blason comme chef de guerre et à nous mettre en condition. Parce que oui, lui, il prépare la guerre ! Et son but est de nous embrigader et de nous forcer à de nouveaux sacrifices.

Aujourd'hui, il veut nous mobiliser contre Poutine. Mais la guerre commerciale entre l'Amérique de Trump et l'Europe fait rage, aussi. Comment ce bras de fer va-t-il tourner ? Qui sait comment vont finir les visées de Trump sur le Groenland, qui est sous autorité danoise et donc européenne ?

Au milieu de ces bruits de bottes, il faut plus que jamais réfléchir à nos intérêts en tant que travailleurs. Qui sont nos ennemis ? Qui attaque nos conditions d'existence ?

Certains travailleurs dorment dans leur voiture, quand ce n'est pas sous les ponts. Et si beaucoup redoutent de ne plus avoir de toit, ce n'est pas par peur des bombes russes ! C'est

parce qu'ils ont du mal à payer le loyer ou le crédit. C'est parce qu'ils ont peur d'être licenciés.

Nous sommes attaqués au quotidien dans ce qui nous est vital : notre emploi, notre salaire, nos conditions de travail, notre droit à la retraite, l'accès à la santé, à l'éducation pour nos enfants. Ces attaques ne viennent pas de l'extérieur. Elles viennent du grand patronat et du gouvernement à son service. Alors non, Macron n'est pas notre protecteur ! Les intérêts des capitalistes français ne sont pas les nôtres, et leur guerre économique n'est pas la nôtre !

Du RN au PCF et à LFI, tous les partis approuvent le passage à l'économie de guerre. La gauche a abandonné toute référence à la lutte de classe et se réclame, comme la droite, du général de Gaulle et de son souverainisme. Comme Macron, ils nous font déjà serrer les rangs derrière les généraux dévoués aux banquiers et aux industriels au nom de la défense de la patrie !

Mais, dans cette patrie, il y a des exploités et des exploités. Il y a des capitalistes milliardaires qui s'obstinent à faire de nous tous des smicards et à détruire le peu de services sociaux qui existent encore. Dans cette patrie, il y a une guerre cachée : la guerre que le grand patronat mène pour ses profits contre le monde du travail et toute la société.

Si nous ne nous défendons pas contre le grand patronat et ses laquais politiques, pire, si nous faisons l'unité nationale derrière eux, nous nous condamnons à être de la chair à exploiter d'abord et de la chair à canon ensuite.

Il n'y a pas d'argent pour les écoles, les hôpitaux publics ou les transports, mais il y aurait des milliards pour les marchands de mort ? Déjà, et avant d'être officiellement en guerre, les marchands d'armes voient leurs profits exploser. Dès l'annonce de Macron, les actions de Thales et de Dassault se sont envolées. Et le gouvernement vante la rentabilité de l'investissement dans l'industrie de guerre. Il ne faut pas marcher ! Il faut revendiquer la réquisition de tous les profits des marchands d'armes et le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises de guerre ! Il faut dénoncer notre propre gouvernement comme principal fauteur de guerre !

Nathalie Arthaud



Les terres à blé convoitées d'Ukraine.

L'appel aux armes de Macron : **ce n'est pas notre guerre**

Mercredi 5 mars, Macron est venu solennellement exprimer à 20 heures à la télé que « *la menace russe est là et touche les pays d'Europe, elle nous touche* ». Alors que Trump a donné une leçon d'impérialisme au monde entier en exigeant le contrôle des richesses du sous-sol ukrainien, Macron veut encore faire croire au mythe de la guerre pour la défense de la patrie.

La guerre en Ukraine n'a rien à voir avec la défense de la paix, de la démocratie et du peuple ukrainien. Elle est le produit du bras de fer entre la bourgeoisie américaine et les oligarques russes pour le contrôle des minerais, des terres fertiles, et du colossal marché de la reconstruction d'un pays ravagé par trois ans de guerre. L'impérialisme de troisième zone qu'est la France est largement tributaire de ce que lui laisseront ou pas les États-Unis. Cela n'empêche pas l'État français et ses trusts de revendiquer leur part du pillage.

Mais pour défendre les appétits de ces requins, en Ukraine ou ailleurs, il faut des moyens. Et l'intensification de la concurrence entre grandes puissances nécessite d'augmenter encore et encore les moyens militaires. Le budget des Armées a déjà doublé en presque dix ans, et il faudrait encore l'augmenter, avec « *de nouveaux choix budgétaires* ».

En même temps, il faut faire accepter à l'opinion les sacrifices économiques, avant celui de la vie des soldats. C'est à ça que servent les discours sur l'union

nationale pour la défense de la France.

Loin de toutes ces fa-daises nationalistes, seuls les intérêts des géants capitalistes sont protégés dans les guerres. Des millions de travailleurs à travers le monde connaissent déjà les malheurs de la guerre pour garantir aux grands trusts l'accès aux richesses de ces pays. Dans les dernières décennies, il y a eu six millions de morts dans la République démocratique du Congo, par suite des guerres incessantes qui s'y déroulent pour le pillage des richesses que contiennent ses sous-sols.

« *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* » reste le cri de guerre des travailleurs qui refusent d'être soumis à l'esclavage capitaliste et aux guerres qu'il engendre.

Charles Legoda



Après les «dividendes de la paix», ceux de la guerre

Dans son discours, Macron a évoqué la fin des « dividendes de la paix », comme si les travailleurs en avaient vu la couleur ! Dans la foulée, il a promis aux capitalistes de l'armement de futurs « dividendes de guerre ».

Alors que le gouvernement avait déjà prévu une hausse du budget militaire de 50 milliards en 2025 à 67 milliards en 2030, il est désormais question de 100 milliards d'euros. Les spéculateurs en tout genre ne s'y sont pas trompés : l'action Dassault Aviation a gagné en une semaine 20 % et celle de Thales 30 %, les amenant à des cours record. Au prix de centaines de milliers de morts en Ukraine, les profits de ces capitalistes se sont déjà envolés ces dernières années. Aujourd'hui, ils prévoient d'en faire davantage encore. Les banques ne sont pas en reste, à l'instar de la BNP Paribas, dont un

responsable vient de déclarer : « *Nous sommes mobilisés sur le soutien à l'industrie de défense et nous sommes en capacité de faire plus.* » Le monde capitaliste se réjouit d'avance des bonnes affaires qu'il fera avec les commandes militaires, les guerres, les morts... et la reconstruction.

Pour engraisser ces marchands de mort, Macron, comme les autres dirigeants, sait qu'il faudra que la population paie, sous forme de coupes dans la santé, l'éducation ou les transports, ou d'attaques contre les salaires, les emplois et les retraites.

Marlène Stanis

En avant vers les cimetières

Quand tous les dirigeants politiques parlent de la nécessité d'augmenter les budgets militaires, de celle de réaliser des investissements dans du matériel de guerre... ils omettent de dire qu'il faut aussi des soldats pour manier ces armes.



En France, la dernière loi de programmation militaire prévoit déjà de passer les effectifs de l'armée de 201 000 soldats à 275 000 en 2030. Quant au nombre de réservistes, il va passer de 41 000 à plus de 100 000 en 2035. Et tous les « experts » de la guerre sont unanimes à dire qu'il en faudra plus dès aujourd'hui et beaucoup

plus encore en cas de guerre ouverte. Assis dans leurs fauteuils, pérorant devant les caméras ou se préparant à engranger leurs bénéfices de guerre, ils s'apprêtent à envoyer sur les champs de bataille les jeunes qui sont pour l'instant sur les bancs de l'école ou en apprentissage dans les usines. Voilà le seul avenir que cette société

prépare à la jeunesse : crever dans la boue et le sang pour que les capitalistes continuent à s'enrichir.

Ce n'est pas la première fois que les dirigeants de ce monde transforment les photos de classe en listes de morts dans les cimetières. Dans toutes les villes et les villages de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne, on peut voir les monuments aux morts de la guerre de 1914-1918. On peut lire parfois les noms de quatre ou cinq jeunes d'une même famille. À l'époque, toute une génération a été sacrifiée. Et ni les larmes des familles ni les gueules cassées n'ont empêché les États de recommencer, pour le plus grand profit de leurs industriels et de leurs banquiers.

Joséphine Sina

Fêtes de Lutte ouvrière

Creil

Samedi 22 mars, à partir de 16 heures

à Villers-Saint-Paul

à 18 h 30 : débat avec Nathalie Arthaud

Maisons-Alfort

Samedi 22 mars à partir de 18 heures

Salle du Moulin-Brûlé, 47, avenue Foch

débat à 18 h 30

Limoges

Samedi 5 avril de 15 heures à minuit

Salle des fêtes

rue Édouard-Detaille, quartier de la Bastille

Cercle Léon Trotsky

De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples

Samedi 15 mars à 15 heures

Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

Contre la guerre : préparer la révolution

Par son discours, Macron a voulu renforcer la campagne d'embrigadement pour la « défense de la patrie » et la « souveraineté nationale ».

Dans cette optique, il tient à créer l'unité nationale et fait appel à toutes les « forces politiques et syndicales ».

Tous les partis de gouvernement, du RN à LFI, se sont mis au garde-à-vous et se sont accordés sur la nécessité de renforcer l'armée. Que la droite et l'extrême droite s'alignent sur ces positions guerrières n'a rien de nouveau. Et c'est aussi sans surprise que les partis de gauche reprennent les discours militaristes et nationalistes.

François Ruffin tient

même un discours nationaliste qui se veut plus dur que celui de Macron : « *Il faut retrouver notre souveraineté. Il faut retrouver notre autonomie de défense et notre autonomie tout court.* » Mais de la souveraineté de qui, quand les classes populaires ont la tête sous l'eau et n'ont absolument pas leur mot à dire ?

Pour justifier son ralliement à la défense nationale « bien française » des capitalistes, Fabien Roussel, le dirigeant du PCF, a déclaré dernièrement : « *Des entreprises stratégiques françaises [de*

l'armement donc] sont actuellement menacées. Sauvons-les ! Oui à l'autonomie stratégique au service de la paix et des peuples. » Que ce soit le PCF, les va-t-en guerre socialistes, écologistes, Ruffin, nouveau converti au militarisme, ou encore LFI, ils font tous front commun avec Macron, Marine Le Pen et le RN pour vanter l'armement français... au nom de la défense de la paix, en plus !

Quand tous ceux-là parlent de la « sécurité européenne », c'est pour demander aux travailleurs de faire confiance à leur État national pour les protéger. Mais qui peut croire que Macron et l'État français,



Karl Liebknecht, «l'ennemi est dans notre pays». Berlin en 1918.

qui laissent les patrons licencier des centaines de milliers de travailleurs, qui ferment des hôpitaux, et qui laissent dehors des milliers de sans-abri, peuvent protéger la population ? En temps de paix, et encore plus en temps de guerre, il y a deux camps irréconciliables : le camp des travailleurs et le camp de la bourgeoisie.

Comment avoir la paix, comment éviter la guerre ? Les réponses ne peuvent pas venir de tous ces serviteurs de la bourgeoisie.

À cette question que se posent bien des travailleurs aujourd'hui, en entendant les bruits de bottes, il n'y a pas d'autre réponse que de mener la lutte pour abattre cette société de misère et de crimes qu'est la domination capitaliste.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* », disait Jaurès. De cette vérité découle la nécessité de préparer la révolution.

Paul Sorel

Confédérations syndicales : au garde-à-vous

Le discours de Macron appelant à rentrer dans l'économie de guerre a rallié toutes les directions syndicales. Toutes lui ont emboîté le pas sur la nécessité d'un effort de guerre.



La secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, a déclaré le 10 mars que le peuple « *veut bien contribuer à faire des efforts mais il faut que tout le monde fasse des efforts* », face à « *un agresseur qui est la Russie aujourd'hui* ». « *On n'est pas entré en guerre, mais c'est un appel à la responsabilité : il va falloir que chacun et chacune laisse tomber un peu les dogmes* », a-t-elle ajouté. C'est un discours identique que tiennent les patrons à chaque fois qu'ils veulent imposer des sacrifices aux travailleurs.

Sophie Binet, pour la CGT, est sur la même longueur d'ondes, bleu blanc rouge. S'il faut augmenter les crédits militaires, ce à quoi elle se résigne visiblement, ceux-ci doivent avant

tout permettre de défendre l'industrie européenne et nationale. « *Ce n'est pas possible [...] d'augmenter les crédits militaires pour aller financer l'industrie américaine* », a-t-elle déclaré. « *On ne peut pas nous parler matin, midi et soir d'économie de guerre et laisser mourir notre industrie.* » Et de déplorer que l'État ait refusé de « *nationaliser temporairement* » l'entreprise chimique Vencorex, en redressement judiciaire, qui fabrique notamment du matériel utilisé dans le nucléaire civil et militaire. Selon la secrétaire générale de la CGT, l'industrie de guerre serait donc bonne pour l'emploi. C'est ainsi que dans des entreprises du secteur militaire, on trouve des syndicats CGT pour défendre la production

de bombes, canons, radars et avions français. Le Rafale serait le « *garant de la souveraineté* » française, comme on peut le lire dans un tract de la CGT de l'usine Dassault de Cergy, par exemple, et donc le garant de l'emploi.

Les travailleurs, qui font fonctionner toute la société, n'ont jamais voix au chapitre quant à l'utilité ou à la nocivité de ce qu'ils produisent. Personne ne peut se féliciter de la bonne santé de la production d'engins de mort. Les travailleurs ont intérêt à dénoncer le prix qu'ils auront alors à payer, ceux qui seront au front comme ceux qui seront sur les lignes de production, à l'opposé de ce que défendent les confédérations syndicales.

Aline Retesse

Dépenses militaires : refusons le chantage !

Pour le président du Conseil d'orientation des retraites (COR), la hausse des dépenses militaires rendrait « *dérisoire* » le maintien à 64 ans de l'âge de départ en retraite.

Il veut donc l'augmenter. Le président du Medef, quant à lui, lorgne avec envie la retraite à 70 ans prévue au Danemark. Le ministre de l'Économie, Éric Lombard, déclarait pour sa part dans une interview au journal *Le*

Figaro : « *Il faudra sans doute travailler plus.* »

Le monde politique et les médias voudraient ainsi convaincre qu'avec les menaces de guerre il serait indécent pour les travailleurs de revendiquer ou même simplement de

réclamer le maintien de la situation actuelle. Les dirigeants désignent aujourd'hui les travailleurs qui veulent se défendre pour les contraindre au silence. Demain ils ne seront plus simplement dénoncés comme des salariés revendicatifs, mais comme des traîtres qu'il s'agit de mettre hors d'état de nuire.

Avant même que

tombent les premières bombes sur le pays où ils vivent, les travailleurs ont toujours été les premières victimes des ambitions guerrières de leurs dirigeants. Deux ans après les grandes grèves de juin 1936, les décrets-lois Reynaud-Daladier établissaient que la défense nationale justifiait toutes les dérogations à la loi des quarante heures et que

des sanctions pouvaient être prises contre les ouvriers qui refuseraient. La répression s'abattit effectivement sur ceux qui n'acceptaient pas de se soumettre à ce diktat. Ce fut le prélude à la grande boucherie.

La guerre est déjà déclarée contre les travailleurs, et l'ennemi est dans notre propre pays.

Daniel Mescla

Autoentrepreneurs, petits patrons : **victimes de la crise**

Selon la Banque de France, le nombre de faillites de petites entreprises ne cesse d'augmenter. En hausse de 18 % par rapport à 2023, 65 764 ont été recensées en 2024.

Le remboursement des dettes Covid peut jouer un rôle amplificateur, mais c'est surtout l'enlisement général de l'économie qui est à la base des liquidations. « Si le consommateur ne va pas dans le magasin, le commerçant n'achète pas chez le grossiste, lequel ne va pas chez les fabricants. Vous avez un effet domino », dit une des études sur les défaillances d'entreprise.

Les salariés des entreprises liquidées en font les frais sous forme de licenciements. Mais cette violence sociale touche aussi des travailleurs à leur compte. Dans 19 cas sur 20, les faillites d'entreprises concernent des autoentrepreneurs. Ce statut, créé en 2008 sous le gouvernement Fillon, avait

pour vocation d'« exalter l'esprit d'entreprise ». Novelli, secrétaire d'État chargé du projet de loi, prétendait : « Cela abolit, d'une certaine manière, la lutte des classes. Il n'y a plus d'exploiteurs et d'exploités. Seulement des entrepreneurs : Marx doit s'en retourner dans sa tombe. »

C'est tout l'inverse. Le régime d'autoentrepreneur aide les grands groupes à s'affranchir du droit du travail et de la réglementation sociale. Cela accentue la précarité et l'exploitation. L'utilisation, en lieu et place de salariés, de travailleurs dits indépendants s'est généralisée dans de nombreux secteurs comme la livraison, le bâtiment, le transport, les services à la personne, pour le compte de plateformes

comme Uber ou Deliveroo. Des caissières de Monoprix sont aussi embauchées sous ce statut ou des maîtres-nageurs dits indépendants chargés de la surveillance des piscines. Évidemment, leur seule « indépendance » consiste à devoir faire souvent bien plus de 35 heures pour toucher l'équivalent d'un smic et à se faire licencier du jour au lendemain et sans pouvoir bénéficier d'une assurance-chômage dans la plupart des cas. Cette précarité institutionnalisée alimente par mille ruisseaux les profits des multinationales.

Quel que soit leur statut, tous ceux, salariés, artisans, commerçants, autoentrepreneurs, qui vivent non de leur capital mais de leur travail, ne forment qu'une seule classe ouvrière. « Contraints de se vendre au jour le jour, ils sont une marchandise, un article de commerce comme un



autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. » Ce sont les mots

de Marx en 1848 dans le Manifeste du Parti communiste. Et ils sont parfaitement d'actualité.

Christian Bernac

Meurtre de Nahel : ceux qu'un procès dérange

Le parquet de Nanterre a requis un procès pour meurtre à l'encontre du policier qui a tué le jeune Nahel Merzouk le 27 juin 2023, excluant la légitime défense.

Pour que le procès ait réellement lieu, encore faut-il que les juges d'instruction suivent cet avis. Mais cette annonce a suffi pour que les syndicats de policiers organisent des manifestations de solidarité avec leur collègue. Celui-ci est en liberté dans

l'attente d'un procès, et a bénéficié d'une cagnotte de 1,6 million d'euros : on a déjà vu pire sort pour un mis en examen ! Et il a aussi reçu sans délai le soutien du préfet de police de Paris, Nunez, du ministre de l'Intérieur, Retailleau, et du ministre de la Justice, Darmanin.

Avec de tels avocats, les fous de la gâchette en uniforme ne peuvent que se sentir tout-puissants.

Claire Dunois

CAC 40 : records d'exploitation

Les profits des 40 plus grandes entreprises cotées en Bourse ont encore atteint un sommet en 2024 avec 133 milliards d'euros. Cela n'empêche pas les patrons de se plaindre, car c'est un peu en dessous du record de 2023.

Les mêmes trusts pleurent depuis des mois sur leur situation prétextuellement catastrophique. Le groupe automobile Stellantis, qui s'est le plus lamenté, a pourtant fait cinq milliards et demi d'euros de profits. Pour Michelin, qui va jeter sur le carreau plus de 1 250 travailleurs à Cholet et à Vannes, c'est près de deux milliards. La catastrophe n'est donc pas pour

les capitalistes, elle est uniquement pour les dizaines de milliers de travailleurs qui ont été licenciés cette année !

Comme depuis toujours, ces profits viennent du vol des richesses créées par les travailleurs. Le grand patronat gèle les salaires, augmente les cadences et licencie pour faire faire toujours plus de travail par moins d'ouvriers. En

2024, 100 milliards sont allés, sous la forme de dividendes ou de rachats d'actions, dans la poche des actionnaires, c'est-à-dire de ceux qui se sont juste donné la peine de posséder. Ce n'est pas particulier à la France. Dans le monde, les 1 200 plus grandes sociétés ont versé plus de 1 000 milliards d'euros de dividendes, un record historique !

Pendant ce temps, deux milliards d'êtres humains doivent vivre avec moins de quatre dollars par jour.

Arnaud Louvet

Restos du cœur : "Aujourd'hui, on n'a plus le droit..."

Avec l'augmentation de l'exploitation, des licenciements, de la précarité, de plus en plus de personnes sont obligées de pousser la porte des Restos du cœur.

Elles ont besoin d'une aide alimentaire mais aussi de savon, de serviettes hygiéniques ou encore de produits pour bébés. Loin d'être une fatalité, cette situation intolérable a des responsables.

En France, selon l'Insee, plus de neuf millions de personnes vivent dans la pauvreté. Dans ce contexte, les

Restos du cœur connaissent la hausse la plus massive et la plus brutale du nombre de bénéficiaires depuis la création de l'association. Sur l'exercice 2023-2024, 1,3 million de personnes ont été accueillies.

Des travailleurs au chômage, d'autres ayant un travail mais avec un salaire si bas qu'ils vivent dans la

pauvreté sont ainsi sauvés de la misère par les Restos du cœur. Des femmes seules avec des enfants à élever n'ont pas d'autre choix.

Dans cette société, les politiciens se permettent de traiter d'assistés tous ceux qui perçoivent de l'aide sociale. Pourtant, on ne franchit pas la porte des Restos du cœur facilement. Il y en a eu, des nuits d'angoisse et d'insomnie avant de se résigner à demander de l'aide !

La violence économique et morale de ces situations

est atténuée par la solidarité et l'accueil des bénévoles, mais cela ne rend pas plus acceptable cette pauvreté qui n'a rien de naturel. Si bien des travailleurs ne peuvent pas subvenir à leurs besoins avec leur salaire ou leur allocation, c'est parce que les patrons licencient et payent au rabais, que les banquiers réclament des agios et que des gouvernements réduisent les aides sociales et détruisent les services publics.

Alors, si la faim se calme



lorsque l'on pousse la porte des Restos du cœur, la rage contre les faiseurs de pauvreté, elle, ne faiblit pas.

Joséphine Sina

Quétiapine : l'angoisse de la pénurie

La Quétiapine, un médicament très utilisé en psychiatrie dans le traitement de la schizophrénie, des troubles bipolaires et des épisodes dépressifs majeurs, est en rupture de stock.

L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) annonce que 60 % du marché français n'est plus approvisionné. Entre 200 000 et 250 000 patients seraient concernés et l'ANSM demande que ce médicament soit délivré à l'unité, que les pharmacies le proposent sous forme de préparations et que les

médecins ne le prescrivent plus à de nouveaux patients sauf en cas de troubles bipolaires.

La raison avancée pour cette pénurie dramatique est un arrêt, depuis l'été 2024, de la production du principe actif par le laboratoire grec Pharmaten pour des « défauts de qualité ». Sept des douze laboratoires

qui commercialisent le produit en France ne disposent plus du principe actif. Le professeur Pelissolo, du CHU Mondor de Créteil, dénonce une situation dramatique, évoquant un risque vital pour des patients privés de ce médicament, « une molécule essentielle en psychiatrie ».

Les pénuries de médicaments sont de plus en plus nombreuses, 37 % des malades ont eu à en subir en 2023, tous les produits étant



L. PASTURALFTV

en cause, les antibiotiques, les antidiabétiques, les anticancéreux et maintenant les antipsychotiques. Le gouvernement, bien incapable d'obliger les laboratoires à fabriquer en fonction des besoins de la population, alors que leur seul critère est l'attente

de leurs actionnaires, se contente d'annonces sur les « plans blancs du médicament » ou le « new deal de la chaîne pharmaceutique ». Des mots qui n'empêchent pas les pénuries de se révéler dangereuses, voire mortelles.

Cédric Duval

Sanofi : la fièvre du profit

Fin 2024, Sanofi le principal trust pharmaceutique français, cédait 50 % de sa filiale grand public Opella, fabricant de produits sans ordonnance, notamment le Doliprane, à un fonds d'investissement américain CD&R.

L'opération s'est faite contre la somme rondelette de 15 milliards d'euros.

Aujourd'hui, poursuivant la même logique de profits, Sanofi envisage de vendre au laboratoire Substipharma ses deux médicaments à base d'aspirine, l'Aspégic et le Kardégic. Le site de production de ces deux molécules, situé à Amilly, dans le Loiret, serait cédé au laboratoire Astrea Pharma.

Le 5 mars, à l'annonce de ces mesures, les syndicats

ont appelé à une assemblée générale à Amilly puis ont proposé des débrayages les 7 et 13 mars dans tout le groupe. Sanofi affirme bien sûr que les repreneurs ont pris des engagements pour maintenir l'emploi, mais le personnel sait quoi penser des promesses de Sanofi : en quatre ans, les effectifs à l'échelle mondiale sont passés de 100 000 salariés à environ 86 000.

Cette politique de revente de produits anciens et

jugés peu rentables ne peut que se développer, Sanofi étant bien décidé à dégager des milliards pour développer ou racheter des produits dits innovants, particulièrement rentables. C'est le cas d'un produit anti-asthmatique d'immunologie, le Duxipent, vendu plus de 600 euros l'ampoule.

Pendant que Macron et d'autres nous abreuvent de discours sur la « souveraineté sanitaire » et le « produire français », les trusts ont la rentabilité pour seul critère, bien loin des besoins de la population en termes de santé.

C. D.

Cancers : hausse du budget en trompe-l'œil

Le ministère de la Recherche vient de claironner qu'il accorde cette année 15 millions d'euros supplémentaires à la recherche sur les cancers pédiatriques en augmentant la dotation annuelle de l'Institut national du cancer (INCa).

En fait, le budget préparé à l'automne par feu le gouvernement Barnier et repris en début d'année par celui de Bayrou prévoyait la baisse des crédits sur ces cancers qui touchent les enfants. Cette mesure d'économie était tellement inhumaine que le gouvernement de Bayrou a fini par approuver un amendement au budget, déposé par des députés de gauche, accordant ces 15 millions d'euros supplémentaires. Tout ce petit monde est donc satisfait : la gauche parce qu'elle

peut prétendre être utile à quelque chose et le gouvernement parce qu'il paraît se soucier de la santé de la population, bien qu'il se soit fait forcer la main pour éviter la censure.

Par contre, les malades du cancer, enfants ou adultes, leurs familles et tous ceux qui craignent d'être atteints un jour, n'ont pas à se réjouir. Ce que les services de communication du gouvernement ne disent pas, c'est qu'au fil des ans les subventions à l'INCa venant du ministère de la Recherche

et de celui de la Santé ont progressé bien moins que la hausse officielle des prix. Au total, ces dotations de l'État se montaient, selon le Sénat, à 91,1 millions d'euros en 2007 et, selon le dernier rapport d'activité de l'INCa, elles étaient de 100,3 millions en 2023. Compte tenu de l'inflation officielle, cette hausse est en fait une baisse de 15,5 millions en euros constants.

Ainsi, même avec ce coup de pouce in extremis de 2025, le budget alloué à l'INCa, et donc attribué à la recherche sur les cancers, est encore inférieur à ce qu'il était il y a une génération. Pas de quoi se vanter...

Lucien Déroit

Obésité : épidémie mondiale

Une étude sur l'obésité et le surpoids dans le monde, publiée le 4 mars dans *The Lancet* une revue scientifique renommée, montre l'explosion du nombre de patients obèses.

Depuis 1990, on est passé de 731 millions d'obèses et de personnes en surpoids dans le monde à 2,11 milliards. *The Lancet* dénonce l'inaction des gouvernements et prévoit que, sans réforme urgente des politiques de santé, en 2050, six adultes sur dix, soit 3,8 milliards de personnes, et un enfant ou adolescent sur trois, soit près de 750 millions, seront en situation d'obésité ou de surpoids.

Les raisons de cette épidémie sont connues. C'est directement le résultat d'un « manque d'accès à des régimes alimentaires sains », ce dont bien sûr souffrent en premier les classes populaires, les plus pauvres des pays riches comme des pays pauvres. Elles se nourrissent de produits ultratransformés, riches en sucres et en graisses, évidemment bien moins chers

que les aliments frais ou bio.

Derrière ce constat terrible, c'est la santé des populations qui est en jeu. L'obésité est une maladie qui tue, ne serait-ce que parce qu'elle représente aussi un facteur de risque qui aggrave de très nombreuses maladies cardiovasculaires, le diabète, etc. Mais dans un système où tout est bon pour faire du profit, ce fléau représente aussi un marché en plein développement pour des laboratoires comme Novo Nordisk ou Lilly, qui proposent des traitements contre l'obésité très rentables et qui font de ces laboratoires de véritables « pompes à fric ». Dans la société capitaliste, même la pauvreté et ses conséquences sont une source de profits.

C. D.



FLORENCE DUKRAND

Universités : à la recherche d'un budget

Mardi 11 mars, plusieurs syndicats appelaient le personnel et les étudiants des universités à une journée d'action et de manifestation contre la baisse du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'année 2025.

Ce budget 2025 (31,3 milliards d'euros) va perdre un milliard d'euros par rapport à celui de 2024. Pourtant, selon le syndicat Snesup-FSU, il en faudrait au moins huit de plus pour essayer de remettre à flot les universités déficitaires en 2024, c'est-à-dire 80 %

d'entre elles.

Depuis des années, ce régime de restrictions s'est traduit par le délabrement des bâtiments, les coupures de chauffage, le refus de nouveaux étudiants et l'entassement des autres, la diminution ou la fin du travail par groupes.

Il a entraîné la hausse des droits d'inscription, particulièrement élevés pour les étudiants étrangers, et des économies sur le personnel, avec pour résultat une surcharge de travail et le recours à des travailleurs précaires moins payés.

La conséquence en a été aussi la prolifération des établissements privés, certains très chers et inaccessibles pour la plupart des étudiants, et d'autres plus abordables auxquels se résignent des parents moins fortunés mais prêts à des sacrifices, parfois pour ce qui se révèle être une escroquerie.

Avoir droit à une éducation correcte, à une formation et à une culture aussi complètes que possible, et réellement gratuites, c'est la moindre des choses. L'exiger c'est une nécessité au moment où, en haut lieu, on s'adresse davantage aux jeunes pour leur parler d'armée que d'éducation.

Sylvie Maréchal

École d'Indre : "On n'est pas des sardines"

En Loire-Atlantique, le rectorat a annoncé la suppression de 57 classes dans les écoles publiques pour la prochaine rentrée, y compris dans des communes très populaires comme Saint-Herblain ou dans le pays de Châteaubriant. La faible baisse de la démographie scolaire est une nouvelle fois le seul prétexte mis en avant, argument qui ne convainc personne.

Pour l'école d'Indre, petite commune de l'agglomération nantaise, la suppression d'une classe signifie des niveaux surchargés à 30 élèves et la remise en cause du dispositif multi-âges en maternelle, très apprécié par les enfants et les parents d'élèves. Ceux-ci se sont donc mobilisés avec les enseignantes et des habitants de la commune pour s'opposer à la casse de leur école. Mardi 4 mars, ils étaient plus de 200 à accueillir l'inspectrice avec leurs banderoles, en chansons et en slogans. Celle-ci



n'a pas souhaité s'exprimer devant l'assemblée mais tout le monde est reparti avec la fierté de s'être organisé pour se défendre.

Le collectif ainsi constitué s'est promis de poursuivre son combat dans les prochaines semaines. Les affiches « On n'est pas des sardines » continuent donc à se répandre sur les fenêtres de la commune.

Correspondant LO



Enseignement supérieur privé : un business qui rapporte

Dans un ouvrage intitulé *Le Cube*, paru le 5 mars, la journaliste Claire Marchal dénonce les pratiques du groupe Galileo Global Education, leader de l'enseignement supérieur privé à but lucratif.

Galileo se vante de former plus de 200 000 étudiants, dont la moitié en France où il détient des écoles de commerce, de théâtre, d'art, d'architecture, etc. Alors que les formations coûtent entre 6 000 et 10 000 euros par an, la journaliste décrit des locaux surchargés, des suppressions d'heures de cours et des formations au rabais, parfois réduites à quelques mois. Beaucoup d'enseignants se voient imposer un statut d'autoentrepreneur ou de consultant et sont soumis à l'arbitraire de leur direction pour le nombre d'heures de travail et le salaire. Par exemple, l'ELM Lyon Business School compte seulement 172 enseignants en CDI, et 700 en contrats courts et précaires !

Pour attirer les étudiants, Galileo les pousse à souscrire un crédit et vante des diplômes permettant de

trouver facilement un emploi ; en réalité, beaucoup d'écoles ne délivrent que des certifications maison. Bien des étudiants se retrouvent donc, à la sortie de l'école, sans emploi ni diplôme, mais avec une dette à rembourser.

Galileo n'est pas une exception dans le secteur de l'enseignement supérieur privé dit « lucratif », pour le distinguer du secteur associatif, et qui est en plein développement. La saturation de l'enseignement public et la peur du chômage ouvrent en effet un marché très rentable. Galileo a été vendu 2,3 milliards d'euros en 2019 à son propriétaire actuel, une holding ayant à son capital l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, le fonds britannique Montagu Private Equity, Téthys Invest, le fonds d'investissement de la famille Bettencourt Meyers

(propriétaire de L'Oréal)... et la banque publique d'investissement Bpifrance.

Suite à la parution du livre, la ministre de l'Éducation Elisabeth Borne a fait mine de découvrir la situation, pourtant dénoncée depuis longtemps par les étudiants et les syndicats. Elle a annoncé une inspection interministérielle « pour une plus grande transparence du fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur privés à but lucratif ». Elle n'envisage apparemment pas de s'adresser à ses ex-collègues ministres Muriel Pénicaud, membre du conseil d'administration de Galileo, et Martin Hirsch, son ex-vice président. Preuve qu'entre les capitalistes qui font du business dans l'éducation et le personnel politique, c'est l'accord parfait, et que Borne n'a pas eu besoin du cours Florent – célèbre école de théâtre propriété de Galileo – pour être une bonne actrice !

Claire Dunois

Plastique : Bayrou remet le couvert

Le décret de 2018 interdisant l'usage des couverts en plastique dans les cantines publiques à partir du 1^{er} janvier 2025 est remis en cause par le gouvernement.

Les ministres, et jusqu'à Bayrou et Macron lui-même, n'ont pourtant jamais été avares de discours sur la « nécessaire et urgente transition écologique ». Chacun sait, même eux, que la matière plastique, sa fabrication et sa destruction sont un des facteurs évidents de pollution et un de ceux les plus simples à éradiquer. En l'espèce, il s'agit de faire la vaisselle plutôt que de jeter les couverts et ustensiles.

Mais chacun sait aussi, et

avant tout le personnel politique, que les industries du plastique et de sa matière première, le pétrole, sont parmi les plus puissantes. Les défenseurs de l'environnement chercheront, à juste titre, et trouveront sans doute, les pressions, les lobbies, l'influence des grandes entreprises et de leurs relais au Parlement et au gouvernement.

Mais l'occasion était trop belle : favoriser les affaires de quelques-uns tout en faisant des économies de personnel dans l'Éducation nationale. Pour un gouvernement responsable, cela ne se refuse pas.

P. G.



Ukraine : une population sacrifiée, y compris par ses dirigeants

Fin février 2022, lorsque les chars russes menaçaient Kiev, Zelensky, un ancien acteur à succès, a su tenir le rôle du petit David face au géant Goliath, et incarner la résistance nationale.

Mais, une fois passés les premiers temps d'une union sacrée, des couches de plus en plus larges de la population ont pu se convaincre que le régime, qui n'avait cessé de s'en prendre aux couches laborieuses avant la guerre, restait celui des privilégiés, et d'eux seuls.

Périodiquement éclatent des affaires qui révèlent la pourriture du régime. Cela va, bien sûr, des passe-droits qui ont permis aux riches de quitter le pays pour échapper à la conscription aux pots-de-vin aux élus et aux officiers pour échapper au front. La routine, en quelque sorte.

À un niveau plus élevé, il y a, par exemple dans la région de Kharkiv, la seconde ville du pays, la révélation de colossaux détournements de fonds par des entrepreneurs que favorise l'administration. Alors que la région est

soumise à d'intenses bombardements, « étrangement » son budget de réfection des routes a été multiplié par huit depuis 2024. Sans appel d'offres et sans autre raison apparente que de livrer des routes neuves aux chenilles des chars et aux bombes de l'adversaire. Mais cela oblige à les reconstruire, et donc à passer commande à des groupes de BTP qui réalisent ainsi d'énormes profits de guerre. Dans l'oblast de Donetsk, au cœur des combats depuis 2014, le même budget routier a été multiplié par... douze cette année.

Quant aux très, très riches, les oligarques, ils vivent en général à l'étranger, bien à l'abri, et, même si on n'en connaît pas toujours les détails, on sait qu'ils se sont arrangés, avec la complicité des plus hautes sphères de l'État, pour capter une bonne partie de « l'aide »

occidentale à l'Ukraine. Du coup, même quand une partie des usines et équipements de l'époque soviétique sur lesquels ils ont fait main basse a été détruite ou se retrouve sous contrôle de la Russie, ils ont réussi à arrondir leur fortune. Et ils espèrent bien continuer à le faire si, un jour, les canons se taisent.

Devant l'étendue de pareils scandales, Zelensky a dû, l'an dernier, limoger tous les responsables régionaux de la « Reconstruction ». Avec l'efficacité que l'on constate...

Pour la même raison, Zelensky éjecte régulièrement ses généraux les plus haut placés. Il lui faut bien reporter sur d'autres la responsabilité des échecs militaires. Il doit essayer de faire croire qu'il est un rempart contre la corruption. En effet, elle flambe dans le monde de la hiérarchie militaire, ce qui choque d'autant plus que la population, dont le niveau de vie s'est effondré, est appelée à donner sa vie « pour la patrie ».



ROMAN CHOP

Il y a un an ou deux, les courageuses femmes, mères et sœurs de soldats qui manifestaient pour qu'ils ne restent pas au front jusqu'à leur mort, semblaient bien isolées. Aujourd'hui, le mouvement informel de lutte contre la « busification » (l'envoi en bus à l'armée d'hommes enlevés dans la rue par les brigades territoriales de recrutement militaire) touche toutes les villes. Presque chaque jour, des vidéos montrent des « recruteurs » attaqués dans la rue

par des passants indignés qui tentent de libérer leurs proies. Le phénomène a pris une telle ampleur que les autorités le dénoncent comme du « terrorisme », et promettent de lourdes peines à ces « terroristes » de rue.

Il y a officiellement, et sans doute plus, 140 000 déserteurs qui vivent et essaient de travailler tout en se cachant. Mais ils ne pourraient pas le faire s'ils ne bénéficiaient pas du soutien d'une foule de gens.

Pierre Lafitte

Syrie : massacres et embargo

Trois mois après le renversement de Bachar al-Assad par une coalition de milices dirigées par l'ex-djihadiste Mohamed al-Charaa, 1500 personnes, dont près de 1000 civils, ont été tuées les 6 et 7 mars dans la région à majorité alaouite de l'ouest de la Syrie.

Ces massacres, accompagnés de chasses à l'homme sur des bases ethniques et religieuses, ont été perpétrés par les plus brutales des milices islamistes rattachées à al-Charaa. Ces troupes étaient venues mater une rébellion militaire organisée

par des officiers du régime déchu de Assad, lui-même alaouite. Depuis qu'il est au pouvoir, al-Charaa a troqué sa tenue de djihadiste pour un costume-cravate. Il multiplie les appels à l'inclusion de toutes les communautés syriennes et au respect de

toutes les minorités pour tourner la page de la guerre civile. Mais les troupes avec lesquelles il s'est emparé du pouvoir sont ce qu'elles sont : des brutes qui ont massacré et fait régner la terreur pendant des années.

Face à l'émoi suscité par ce massacre, al-Charaa a dénoncé « les exactions contre les civils » et nommé une commission nationale d'enquête supposée « traduire les coupables en justice ». Cela ne peut rassurer ni la population alaouite menacée, ni ceux, à commencer par les femmes, qui redoutent que le nouveau régime ne devienne une dictature religieuse intégriste. Al-Charaa est un seigneur de guerre qui s'est imposé à d'autres, mais son pouvoir et ses marges de manœuvre sont restreints. La Syrie, exsangue, affamée et détruite par treize ans de guerre, reste l'arène des rivalités entre les puissances régionales ou impérialistes.

Au sud, les milices druzes refusent de désarmer pour se fondre dans la nouvelle armée syrienne. Elles sont

instrumentalisées par Israël, qui multiplie les bombardements et les incursions au prétexte de les protéger. Au nord-ouest, les milices de l'Armée nationale syrienne, armées par la Turquie, continuent de mener la guerre aux Forces démocratiques syriennes (FDS) à majorité kurde, pour reprendre le contrôle de plusieurs localités. Les FDS, jusqu'à présent soutenues et armées par les États-Unis, administrent de façon autonome le nord-est du pays. Le 10 mars, Mazloum Abdi, le chef des FDS, a signé un accord avec al-Charaa qui prévoit la fusion d'ici à la fin de l'année des institutions civiles et militaires du Kurdistan syrien avec celles du nouveau régime. Cet accord a été signé à la suite de fortes pressions sur les Kurdes, à commencer par celles des États-Unis.

Les dirigeants impérialistes américains, suivis par tous les autres, voudraient que le nouveau régime donne des gages de sa capacité à réunifier et à stabiliser le pays.

Mais ils alimentent de fait le chaos et l'instabilité depuis des décennies. Dernièrement, l'arrêt du financement de l'USaid, décidé par Trump, se traduit en Syrie, en particulier dans les camps de réfugiés, par la fin de tous les programmes de santé, de distribution d'eau, d'aide alimentaire et des opérations de déminage. Cet arrêt brutal, qui s'ajoute à l'embargo américain maintenu malgré la chute d'Assad, rend infernale la vie quotidienne de la population. Dans tout le pays, les files d'attente s'allongent devant les boulangeries et les dispensaires. La pénurie de biens vitaux alimente l'inflation et la corruption. Des millions de Syriens ne peuvent quitter les camps de réfugiés car leurs maisons ont été détruites ou parce qu'ils restent menacés.

Sous ce nouveau pouvoir, qui ne lui donne d'ailleurs aucune garantie, la population risque de payer très cher les années de manœuvres et de guerre imposées par les grandes puissances.

Xavier Lachau



O. ALBAM

Cortège funèbre de miliciens tués lors des massacres des 6 et 7 mars 2025 à l'ouest d'Idlib.

Russie-Ukraine : pendant les négociations, la guerre continue

Mercredi 12 mars, les délégations ukrainienne et américaine réunies en Arabie saoudite se sont mises d'accord sur une proposition de cessez-le-feu entre l'Ukraine et la Russie. Trump dit attendre désormais la réponse de Poutine et reprend l'aide militaire à l'Ukraine.

Les négociations restent au stade des préliminaires. Leur contenu et leurs résultats dépendront des rapports de force sur le terrain et au niveau international.

Côté militaire, la partie ukrainienne se trouve en situation de plus en plus difficile. D'abord, l'armée russe continue de conquérir régulièrement de nouvelles localités sur le front du Donbass. Mais elle progresse aussi dans d'autres régions tenues par les forces de Kiev, près de Kharkiv et de Soumy, et en Russie même dans le réduit de Koursk.

L'arrêt de l'aide militaire de Washington et, ce qui a eu un effet immédiat, la fin de la fourniture à Kiev de renseignements militaires par le Pentagone ont affaibli fortement l'armée ukrainienne. Et devant le risque qu'elle s'effondre, Zelensky se voit contraint de s'aligner sur ce qu'exige l'impérialisme américain : conclure, sinon la paix, du moins un

cessez-le-feu aux conditions qui lui conviennent.

L'ordre de Trump, intimé à Zelensky, de céder à l'Amérique l'exploitation de ses terres rares, des minerais stratégiques indispensables aux industries de pointe, dit clairement ce qu'il en est des buts de guerre américains en Ukraine. D'ailleurs, pas seulement américains car le ministre français de la Défense, Lecornu, a reconnu que la France, qui lorgnait aussi sur une part de ce gâteau, vient d'en être écartée par plus puissant qu'elle.

Et c'est bien de cela qu'il s'agit : de rapports de force entre puissances impérialistes se repartageant le monde, une réalité fort éloignée des balivernes dont les médias nous abreuvent sur un prétendu ralliement de Trump à Poutine.

En fait, ce serait plutôt l'inverse. Quand Trump a forcé la main à Zelensky, Poutine a renchéri. Mais pas pour réclamer de participer

au pillage des ressources de l'Ukraine, ce que font de toute façon la bureaucratie russe et ses oligarques dans les zones que leur armée contrôle. Non, dans un communiqué, le Kremlin a offert les terres rares de Russie, « bien plus importantes qu'en Ukraine », aux « investisseurs étrangers », « en particulier américains ».

Ces appels du pied rappellent l'attitude du tsarisme qui, à la fin du 19^e siècle, offrait son sous-sol aux capitalistes français, allemands, belges et anglais. Ils se ruèrent alors sur les richesses de l'Ukraine. Cela amorça l'industrialisation à marche forcée du Donbass, parfois qualifié de « dixième province de Belgique », avec une féroce exploitation de sa population ouvrière. Tout un symbole, sa « capitale », l'actuel Donetsk, se nommait alors Youzovka, du nom de l'industriel britannique John Hughes.

D'une certaine façon, l'impérialisme propose aux populations de revenir un siècle et demi en arrière, l'impérialisme américain en tête, car il a le plus de moyens d'imposer sa volonté.



Trump avait commencé par dire qu'il négocierait « tout » avec le seul Poutine ; maintenant ses émissaires s'entretiennent aussi avec Zelensky. Mais avant, le 28 février dans le Bureau ovale, Trump lui a bien fait sentir qu'il ne plaisantait pas quand il déclarait qu'il pouvait « laisser tomber » l'Ukraine. Et en reconduisant les sanctions économiques contre la Russie, Trump tient à montrer au monde, et au Kremlin, qu'il ne se sent lié en rien par les promesses qu'il aurait faites à Poutine.

D'ailleurs, dans les médias russes contrôlés par l'État, l'euphorie des premières semaines du tête-à-tête Trump-Poutine a fait

place à une forme de dégrisement. Il n'est plus guère question de se gargariser du mot « partenaire » qui était apparu dans les discours et les articles pour désigner l'impérialisme américain.

Trump, représentant de la première puissance capitaliste de la planète, reste le maître de la situation. Elle est le résultat d'une boucherie qui a déjà fait un million de victimes, morts et blessés, dans les deux camps, semé des mines et des bombes partout, détruisant logements, ponts, écoles, usines, en Ukraine et aussi, grâce au soutien des satellites militaires américains, loin en profondeur sur le territoire russe.

P. L.

Gaza : le chantage de Netanyahu

Les négociations en vue de la deuxième phase du cessez-le-feu à Gaza ont commencé le 10 mars à Doha. Loin de mettre un terme à la guerre totale menée depuis seize mois aux Palestiniens, le gouvernement de Netanyahu accentue la pression et sème la mort sur tous les fronts.

C'est d'ailleurs ce qu'annonce fièrement le site israélien pro-gouvernemental I24news, en titrant : « Un mort au Liban, 5 à Gaza et 3 terroristes éliminés à Jénine. » La guerre continue sous toutes les formes. Après le blocage, le 4 mars, de l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza, l'arrêt de l'approvisionnement en pain et en produits de première nécessité, après la fermeture des principaux points de passage vers l'enclave, le ministre israélien de l'Énergie a décrété le 9 mars l'arrêt de son approvisionnement en électricité. La principale usine de dessalement d'eau du territoire, desservant en eau potable des centaines de

milliers de Gazaouis, ne peut donc plus fonctionner. Habités de longue date à utiliser des générateurs indépendants, et à vivre des heures durant sans courant, les habitants revenus dans leurs quartiers en ruines sont suspendus aux faibles quantités de carburant disponible. L'extrême droite israélienne de Ben Gvir, l'ex-ministre de la Sécurité intérieure, démissionnaire parce que refusant l'idée du cessez-le-feu, réclame d'ailleurs que toute entrée de carburant soit interdite et que les réservoirs de fioul repérés à Gaza soient bombardés.

Les négociations dont dépend la deuxième phase du



cessez-le-feu n'empêchent donc pas Netanyahu de poursuivre sa guerre, avec le soutien affirmé de son allié Trump. L'armée israélienne s'est déployée en Cisjordanie, chassant les Palestiniens de

leurs habitations au sein du camp de Jénine et appuyant les agressions des colons d'extrême droite, et elle envoie ses drones tueurs à Gaza. Ses habitants, qui attendaient l'arrivée de vivres, de matériaux

Décombres à Khan Younes, le 6 mars. de construction, et le retrait comme prévu des troupes israéliennes de la zone tampon à la frontière égyptienne, sont donc à nouveau sous menace permanente.

Viviane Lafont

États-Unis : Musk accro à l'argent public

Aux États-Unis, nul ne peut ignorer les vantardises quotidiennes d'Elon Musk, qui met en scène une lutte contre les déficits publics en coupant dans les dépenses de l'État qu'il juge inutiles.

Le site Internet du DOGE, son « département de l'efficacité gouvernementale », affiche les milliards de dollars que Musk et son équipe sont censés permettre au contribuable américain d'économiser en mettant des employés fédéraux au chômage et en fermant des agences gouvernementales. Mais Musk est beaucoup plus discret sur ce que ses succès en tant qu'entrepreneur ont coûté au fil des années en argent public. Le quotidien *Washington Post*, propriété d'un autre milliardaire, Jeff Bezos, certainement jaloux de la proximité actuelle de Musk avec Trump, a justement publié une enquête sur les aides dont Tesla et SpaceX, les deux principales entreprises de Musk, ont bénéficié.

En 2008, au moment où Tesla commençait à produire sa première voiture, un modèle sport dont seulement quelques milliers d'exemplaires ont été fabriqués, Musk a sollicité un prêt de 465 millions de dollars à l'Agence de l'environnement (EPA) au motif qu'il développait des véhicules électriques. Après l'intervention personnelle de la présidente de cette agence, Tesla a obtenu en 2010 cette aide cruciale, lui permettant de lancer son premier succès à l'échelle industrielle, le Model S, et d'enregistrer en 2013 ses premiers bénéfices trimestriels. Comme l'a expliqué un cadre de Tesla : « Ce prêt était critique, à un moment critique. (...) Sans cela Tesla n'aurait pas survécu. »

Depuis 2014, Tesla a aussi capté une bonne part des droits que l'État fédéral crédite aux constructeurs automobiles produisant suffisamment de voitures électriques, qu'ils peuvent revendre aux constructeurs qui n'en produisent pas assez à côté de leur production de voitures thermiques. Un tiers des profits de Tesla provient de cette manne publique, soit 11,4 milliards de dollars en dix ans. Ces crédits lui ont même permis de continuer à faire des

bénéfices en 2020 lorsque la crise du Covid a fait chuter drastiquement les ventes de voitures.

Tesla a également bénéficié pendant des années des 7 500 dollars de bonus écologique accordés par le gouvernement pour chaque voiture électrique vendue. À présent que Tesla domine le marché américain, Musk veut la fin de ces aides, « ce qui sera dévastateur pour nos concurrents », dit-il. De même, il veut réduire de 65 % le budget de l'EPA, qui avait accordé à Tesla son premier prêt, pour

qu'aucun autre capitaliste ambitieux ne puisse se lancer, sous couvert de défense de l'environnement, sur les traces de celui qui est devenu l'homme le plus riche du monde.

Tesla n'a pas bénéficié seulement d'aides du gouvernement fédéral : l'État de New York lui a versé 750 millions de dollars pour construire une usine et celui du Nevada, 3 milliards !

SpaceX, autre entreprise-phare de Musk, n'existerait pas non plus si, au travers de la NASA, l'argent public ne l'avait pas irrigué. L'actuelle PDG de SpaceX l'a reconnu en déclarant : « Il y a tout autant de la NASA qu'il y a de SpaceX » dans ces fusées.



En tout le capitaliste Musk aura reçu au moins 38 milliards de dollars d'argent public, et 11,8 milliards sont encore à venir dans les cinq prochaines années. Cela n'inclut pas ses contrats d'armement avec le Pentagone, dont les montants sont secrets.

Tous comptes faits, le jeune entrepreneur talentueux du mythe habituel-

lement servi pour justifier la propriété capitaliste ressemble plus à un impotent appuyé en permanence sur la béquille étatique. En étant le plus proche possible du pouvoir, Musk ne fait qu'appliquer une leçon qu'il a apprise il y a longtemps : l'art de transformer l'argent public en profit privé.

Lucien Déroit

Attaques racistes du gouvernement

Dans sa dernière édition, le journal trotskyste *The Spark* revient sur l'offensive menée par l'administration Trump contre les droits civiques à travers la remise en cause de programmes de « discrimination positive ». Nous traduisons ici de larges extraits de cet article.

Dans l'ensemble du gouvernement fédéral, les agences suppriment les bureaux chargés de la mise en œuvre des lois sur les droits civiques et contre les discriminations. Cela rend encore plus difficile la protection des droits des travailleurs et la prévention de ces discriminations.

L'administration de la protection sociale a ainsi annoncé la fermeture de son bureau des droits civiques et de l'égalité des chances. D'autres agences réduisent considérablement les effectifs qui sont chargés par la

loi de garantir l'égalité des chances « sans distinction de race, de sexe, d'origine nationale, de couleur, de religion, de handicap ».

En d'autres termes, ils suppriment les programmes destinés à empêcher les discriminations.

L'administration Trump dit avoir pour objectif de « construire une société sans distinction de couleur et fondée sur le mérite ». Pour ce faire, elle dit aux écoles ce qu'elles peuvent et ne peuvent pas enseigner. Il faut effacer l'esclavage et la ségrégation raciale de

l'histoire ou, du moins, leur donner une tournure heureuse. Les enfants se sentiraient mal s'ils apprenaient l'existence de l'esclavage, ce qui est considéré comme une raison légitime de ne pas enseigner la vérité à l'école !

L'administration veut dire qu'il n'y a pas de « groupes », seulement des individus. Dans le même temps, elle interdit aux transgenres – un groupe entier de personnes – d'entrer dans l'armée, non pas en fonction de leur mérite, mais simplement parce qu'ils font partie de ce groupe. L'un des premiers décrets de Trump a été de dire qu'il y a deux sexes, l'homme et la femme, ciblant les transgenres.

Aujourd'hui, au travail, il faudrait considérer toutes

les femmes et les personnes issues de minorités comme des recrues au titre des programmes DEI (diversité, équité et inclusion). Le message est que le fait que ces personnes soient des femmes, des Noirs ou issues d'autres minorités, ne suffit pas à justifier qu'elles occupent ces emplois.

Le fait est que tout le monde a besoin d'un emploi pour payer ses factures. Mais ce système économique ne peut pas et ne veut pas fournir cet emploi à tout le monde. Nous en sommes loin. Nous ne sommes pas tous pareils. Certains possèdent les moyens de production : les usines, les banques, les bureaux. Les autres doivent vendre leur temps de travail à ces propriétaires.

Dans le passé, d'énormes mouvements de masse ont été nécessaires pour apporter des changements permettant à un plus grand nombre de travailleurs noirs d'obtenir des postes mieux rémunérés, par exemple. Seule une lutte collective des travailleurs, des gens ordinaires contre la classe des riches peut apporter des changements. Mais un mouvement de masse ne peut s'arrêter aux miettes ; la classe ouvrière doit prendre le pouvoir pour mettre fin à la course aux profits de la classe capitaliste.

The Spark



Une manifestation pour les droits des travailleurs noirs dans les années 1960.

Naufrage en mer du Nord : tout sauf imprévisible

Lundi 10 mars au matin, le *Solong*, porte-conteneurs de 140 mètres, a éperonné le *Stena Immaculate*, navire ravitailleur de kérosène de 183 mètres, à l'ancre devant l'estuaire de Humber, au nord-est de l'Angleterre. La collision a coûté la vie à au moins un marin et en a blessé trente-deux.

L'accident a déclenché un incendie, toujours incontrôlé mardi 11, une fuite de kérosène en quantité inconnue, le déversement dans la mer de tonnes d'alcool et de cyanure de sodium transportées par le *Solong*, entraînant un dégagement de gaz toxique. Cela augure, une fois de plus, d'une pollution maritime majeure. Les autorités et les armateurs des deux navires n'ont pour l'instant aucune explication

sur les causes de l'accident mais assurent que toute la lumière sera faite.

En théorie, dans une zone aussi fréquentée que la mer du Nord, les navires sont contraints de suivre des routes définies, de stationner dans des zones précises et sont suivis en permanence sur les radars des services dédiés. En théorie également, les équipages sont censés faire une veille radar et visuelle

permanente, avoir le matériel et la disponibilité pour assurer ce travail indispensable de sécurité. En théorie toujours, les navires sont inspectés régulièrement et doivent être en état de naviguer.

En pratique, l'administration britannique ne savait pas mardi 11 si le *Stena Immaculate* était à l'ancre au bon endroit, ni si le *Solong* était dans son couloir de navigation. L'armée américaine, qui affrète le *Stena Immaculate*, n'est pas obligée de contrôler son état, alors qu'un ravitailleur de carburant est par nature une bombe flottante. La dernière inspection du *Solong*,



OSINTDEFENDER

en juillet 2024, avait relevé onze manquements aux règlements, y compris de sécurité, sans toutefois le retenir au port. En effet, si les inspections de sécurité sont rares, elles ont encore plus rarement de conséquences.

Le matin même du naufrage, paraissait l'énième rapport sur les conditions de travail des équipages de la marine marchande. Il montre, une fois de plus, le sous-effectif permanent, la fatigue chronique des marins, le dépassement habituel des horaires de travail et le trucage systématique des livres de bord de façon à masquer tout cela. Ces conditions de travail sont en théorie soumises à une convention internationale. Elle stipule qu'un marin ne

peut pas travailler plus de 14 heures par jour ni plus de 72 heures en 7 jours, qu'il doit avoir six heures de repos entre deux périodes de travail et que ce repos ne doit pas être trop fréquemment interrompu par des exercices de sécurité. Cet horaire est appliqué durant la durée de l'embarquement, douze mois voire plus si nécessité, sans mettre pied à terre.

C'est donc ce règlement digne d'un bain que les armateurs contournent, prenant en toute connaissance de cause le risque de faire travailler des marins épuisés sur des navires en mauvais état. Et il y a des gens pour se demander d'où viennent les naufrages.

Paul Galois

Sénégal : Diomaye Faye contre les pauvres

Nos camarades de l'Union africaine de travailleurs communistes internationalistes dénoncent dans leur journal *Le Pouvoir aux travailleurs la politique du pouvoir contre la population pauvre.*

Quand il était dans l'opposition, l'actuel président sénégalais, Diomaye Faye, se définissait volontiers comme un opposant « antisystème » et faisait croire que, s'il était élu président, la situation de la population changerait radicalement parce qu'il avait un programme économique capable de répondre à ses besoins. Il a été élu mais les habitants des quartiers populaires se sont vite rendu compte qu'il était un menteur puisque leur situation a continué de s'aggraver. Diomaye Faye avait promis une baisse des prix des denrées mais ceux-ci n'ont fait qu'augmenter, de même que les loyers. Le niveau de vie des travailleurs a continué de se dégrader car, pendant

que les prix montaient, les salaires n'ont pas bougé.

Quand la grogne commençait à se répandre, Diomaye Faye a expliqué que son gouvernement n'a pas pu appliquer son programme car le Pastef, son parti politique, ne détenait pas la majorité au Parlement. Les élections législatives ont eu lieu et son parti a obtenu la majorité des élus mais la politique du gouvernement est restée la même.

Ne voyant rien changer dans leur vie quotidienne, nombre d'habitants des quartiers populaires disent que Diomaye Faye leur a menti une fois de plus. Loin de venir en aide à ceux qui souffrent de la cherté de la vie et du chômage, son gouvernement a au contraire

décidé de faire la guerre aux petits vendeurs de rues. Le prétexte donné est qu'il veut lutter contre l'anarchie, le désordre et l'insalubrité. Les forces de l'ordre ont débarqué dans plusieurs quartiers de Dakar pour casser les étals des petits commerçants, comme au marché de Kolobane, à Keur Massar et à Liberté 6, entre autres. Il y a eu des affrontements entre les petits commerçants et les agents municipaux.

Le gouvernement a proposé hypocritement à ces petits commerçants ambulants d'aller s'installer dans un marché couvert tout en sachant que ceux-ci n'ont pas les moyens de payer l'emplacement. De nombreuses personnes ont été écœurées par le mépris et la violence des autorités. Il y a en effet de quoi être révolté par cette chasse aux pauvres car ce ne sont pas eux qui sont responsables de l'anarchie urbaine et de l'insalubrité. Ils sont au contraire les victimes de cette société capitaliste qui les condamne à survivre comme ils peuvent et là où ils peuvent. En s'en prenant à eux, Diomaye Faye montre qu'il n'est qu'un petit commis de ses commanditaires capitalistes.

Le Pouvoir aux travailleurs



Marchands de rue à Keur Massar.

Rougeole au Texas : l'obscurantisme religieux tue

Près de 160 personnes ont été infectées par la rougeole depuis la fin janvier autour du comté de Gaines au Texas, dans le sud des États-Unis, entraînant vingt hospitalisations et le décès d'une enfant.

L'épidémie se propage et on soupçonne qu'elle a déjà touché l'État voisin, le Nouveau-Mexique, risquant de devenir incontrôlable. Les États-Unis avaient pourtant déclaré la rougeole éradiquée en 2000, à la suite de campagnes de vaccination intensives et en rendant la vaccination obligatoire à l'entrée à l'école. Mais le taux de vaccination a depuis baissé en dessous de 95 %, seuil d'immunité collective nécessaire, selon les spécialistes, pour prévenir les épidémies. Dans le comté de Gaines, par exemple, seulement 80 % des enfants de maternelle ont été vaccinés contre la rougeole l'année dernière. Aux USA, il est possible d'arguer simplement de convictions

religieuses pour refuser la vaccination et obtenir officiellement une exemption.

Il serait toutefois erroné d'imputer cette baisse mortifère du taux de vaccination à l'arriération de certaines populations. Depuis des années, d'intenses campagnes anti-vaccinations ont été menées du haut des chaires d'église, dans les médias et les réseaux sociaux chrétiens. Ces religieux l'utilisent pour étendre leur influence et des politiciens réactionnaires en font leur fonds de commerce. Parmi eux, Robert Kennedy Jr vient d'être nommé par Trump ministre de la Santé. Pour la rougeole et d'autres infections, c'est *open bar* !

Hughes Jackson



ESA, CNES, ARIANESPACE

La Réunion : deux poids, deux mesures

Dix jours après le passage du cyclone Garance sur l'île de La Réunion, l'incurie des autorités aggrave les effets des perturbations climatiques.

Aux aberrations dans l'aménagement du territoire (bitumage et bétonnage qui rendent les sols imperméables, constructions en zones à risques, etc.), s'ajoute le manque d'entretien des caniveaux, des buses et des fossés qui a contribué à l'inondation de routes et d'immeubles. Manifestement les 12 000 travailleurs en emplois aidés employés en grande partie à l'élagage, au débroussaillage et au curage ne suffisent pas à faire ce travail indispensable, non seulement pour faire face aux tempêtes et aux cyclones, mais aussi pour lutter contre la propagation du chikungunya ou de la dengue. Or, depuis début janvier, la baisse de la participation de l'État au financement des contrats Parcours emploi compétences (PEC) fait tomber leur nombre à 8 000, leur durée de 11 à 10 mois, et la durée de travail à 23,5 heures hebdomadaires maximum au lieu de 26 précédemment.

Un cyclone plus tard, Valls, assure qu'il va voir avec la ministre du Travail pour « remonter ces emplois aidés qui sont très utiles sur le terrain et pour les collectivités ». Devant l'angoisse des sinistrés, il a annoncé « mobiliser un fonds qui va représenter 200 millions d'euros pour les collectivités territoriales » de La Réunion. Mais surtout que « tous les dispositifs devront arriver le plus rapidement possible pour mettre de l'argent dans la poche des entreprises ».

En effet, selon le président du Medef Réunion, « 90%

des adhérents ont été impactés » par les vents mais aussi et surtout par les coupures d'électricité et d'eau. « De nombreux commerces ont dû jeter leurs produits frais car la chaîne du froid a été rompue. Et certains ne peuvent toujours pas rouvrir », assure-t-il. Ils seront probablement mieux entendus que les habitants qui ont aussi perdu le contenu de leur congélateur. Les conséquences du cyclone s'ajoutent à la cherté de la vie pour rendre le quotidien encore plus difficile dans les quartiers populaires.

Dans leur courrier à Valls, le PS, le PCR et les Verts ne disent pas un mot de cette question essentielle pour les travailleurs et la population, mais exigent en revanche une place au prochain Comité interministériel des Outre-mer. Rien n'arrête l'engouement pour les allées du pouvoir, aucune casserole, aucun procès ! Ainsi, un signataire dirigeant du PCR attend son procès prévu en mai à Paris pour truquage des marchés de l'électrification des communes, affaire mise au jour par une enquête lancée en 2022 et dans laquelle les sociétés corruptives ont déjà été condamnées. Un autre signataire a laissé ses amis saborder les finances de la société de transport public Estivel, ce qui a provoqué des dizaines de licenciements.

Autant dire qu'il n'y a rien à attendre de ces notables locaux, alors que le cyclone a touché plus durement les plus pauvres, l'État aide plus sûrement les plus riches.

Charlotte Dauphin

Kourou – Guyane : la guerre, même dans les étoiles

Pour son premier vol commercial, ce sont trois satellites militaires que la France a envoyés en orbite jeudi 6 mars avec la toute nouvelle Ariane 6.

Initialement prévu le mercredi 26 février, puis le lundi 3 mars, le lancement a été décalé en raison d'une « anomalie au sol ». Les dirigeants français avaient à cœur la réussite de ce tir, et pas seulement pour des raisons commerciales. En effet, le satellite principal que portait Ariane 6 est un satellite espion de nouvelle génération, qui a complété deux autres satellites espions déjà en orbite. Dans le contexte de montée des tensions internationales et de mise à l'écart de l'Europe par l'impérialisme américain dans les négociations sur l'Ukraine, ce tir prévu de longue date vient à point nommé.

L'État français a mis le paquet sur la communication, faisant voler trois Rafale à moins de 30 mètres au-dessus de la Guyane, et déployant 120 militaires

aux alentours du CSG (Centre spatial guyanais) en plus des légionnaires déjà sur place.

La presse locale a mis en avant les opérations effectuées par ces avions, de passage en Guyane pour quelques jours, contre l'orpaillage illégal ou la pêche illégale, notamment du fait de bateaux brésiliens. Cela vient alimenter, tant qu'on y est, l'idée que l'État français s'occupe des problèmes de la Guyane. Et pourquoi pas prétendre que les Rafale allaient aider à la construction de routes, à l'amélioration du réseau électrique ou à la construction des logements qui manquent cruellement ?

Pour ce tir, Thomas Pesquet a troqué son scaphandre d'astronaute pour celui de pilote de l'armée de l'air, jouant au passage le rôle de sergent recruteur.

Il explique en effet dans la presse son engagement dans la réserve : « On a besoin de réservistes pour faire face aux défis qui nous attendent pour l'armée de l'air et tous les Français. » On est bien loin de ses discours sur la beauté de la Terre et d'un monde sans frontières, tenus lors de son voyage dans l'espace.

Le décollage d'une fusée est toujours bien suivi par la population des environs de Kourou. L'envoi d'un objet dans l'espace à l'aide d'un véhicule d'une puissance impressionnante provoque une émotion que l'on peut comprendre.

Mais avec tout ce remue-ménage autour du premier vol commercial d'Ariane 6, l'État français envoie un message guerrier, un de plus. Il envoie aussi un message aux pays voisins, pour rappeler que la Guyane reste son pré carré.

Correspondant LO

CMA CGM : cap sur les profits

Rodolphe Saadé, le PDG et principal actionnaire du troisième armateur mondial de porte-conteneurs (CMA CGM), a annoncé investir 20 milliards de dollars aux États-Unis.

Après avoir été reçu à la Maison-Blanche, Saadé a déclaré dans une longue interview au journal *Les Échos* avoir « compris que le président Trump souhaite aider les compagnies maritimes qui veulent

investir aux États-Unis, par exemple pour construire des navires sur place, ou opérer des bateaux battant pavillon américain ». La famille Saadé s'y connaît en effet en matière d'aide étatique. Elle a fait fortune grâce au soutien sans faille que les gouvernements français successifs ont prodigué à la CMA CGM, renflouant ses caisses, créant des niches fiscales en sa faveur ou

encore lui permettant de déroger au Code du travail grâce à un pavillon de complaisance officiel.

Après avoir profité à fond de la crise post-Covid en multipliant par dix le prix du transport de ses conteneurs et réalisé des bénéfices record, le patron de CMA CGM essaie aujourd'hui de prendre de vitesse ses concurrents sur le marché américain en s'adaptant à la politique

de Trump.

Pendant que Macron et les autres dirigeants européens discourent sur la nécessité de faire face à la guerre commerciale américaine avec les sacrifices imposés à la population, Saadé, après Stellantis ou ArcelorMittal, montre que la seule philosophie des capitalistes, c'est de garantir leurs profits. Ces groupes, en effet, ont également promis d'investir

des milliards aux États-Unis car ils savent jouer sur tous les tableaux quelle que soit la situation. Enfin, et comme Saadé le reconnaît sans fard, si hausse des barrières douanières il devait y avoir, « à la fin, c'est le client qui va devoir payer », c'est-à-dire les populations par le biais d'une nouvelle flambée des prix.

Marlène Stanis

Industriels de l'automobile : en "danger de mort"... étouffés sous les milliards

Mercredi 5 mars, Stéphane Séjourné, vice-président de la Commission européenne à la « Prospérité et à la Stratégie industrielle », a rendu visite en compagnie du ministre de l'Industrie à Luca de Meo, le patron de Renault Group, dans l'usine de Douai. Il voulait lui annoncer quelques bonnes nouvelles.

Pour justifier que l'Union Européenne vienne à son secours, Séjourné a évoqué une industrie automobile européenne « en danger de mort », reprenant les plaintes de tous les patrons qui veulent obtenir de l'argent public.

Luca de Meo a tenu à remercier l'État français de son « travail acharné » qui a abouti à un assouplissement des normes CO₂ par la

Commission européenne. Pour essayer d'augmenter les ventes, celle-ci étudie aussi de nouvelles obligations de quotas de voitures électriques pour les flottes d'entreprises, mais cette idée ne fait pas l'unanimité, étant donné les frais que d'autres patrons devraient assumer.

Séjourné a promis des subventions à la production de batteries, sous prétexte



Nouvelle R5 à l'usine de Douai.

que le secteur serait à la peine. Le seul chiffre précis consiste en une aide d'un milliard d'euros, au nom du développement des voitures autonomes et des « véhicules du futur ». Sans doute n'est-il pas si simple de concilier les intérêts de l'ensemble des constructeurs européens, tant ils sont en concurrence entre eux. Ceux-ci doivent surtout compter sur leurs États respectifs pour leur perfusion d'argent public.

Pourtant, si les travailleurs subissent licenciements et menaces de

fermetures, il n'en va pas de même pour les capitalistes, qui sont encore loin du danger de mort.

Pour 2024, Renault a engrangé plus de 800 millions d'euros de bénéfices net, voire même un total de 2,3 milliards d'euros sans la partie perdue dans des opérations financières avec Nissan.

Pour Stellantis, le bénéfice a atteint la modique somme de 5,5 milliards d'euros ! Au cours de l'année 2024, ce groupe a aussi trouvé le moyen de verser

7,7 milliards d'euros à ses actionnaires. Mercedes-Benz a annoncé 10,41 milliards d'euros. Quant aux groupes BMW et Volkswagen, les derniers résultats étaient en baisse au 3^e trimestre 2024, mais continuaient de se chiffrer en milliards.

Et avec tout ça, ils parlent de baisse et de chute ! Que les industriels réussissent ou non à vendre leurs voitures électriques, les États et l'UE sont là pour s'assurer que l'argent continue de rentrer.

Charles Legoda

Michelin – Cholet : le compte n'y est pas

Dans le cadre de la fermeture programmée des usines Michelin de Cholet et de Vannes, l'intersyndicale a jusqu'au 24 mars pour décider si elle accepte de signer ce que la direction du groupe ose appeler un « plan d'accompagnement. »

Les mesures que comporte ce plan ne sont guère au-dessus de ce que Michelin proposait au départ, lors de l'annonce des 1 200 suppressions d'emplois sur les deux sites le 5 novembre. Les licenciés toucheraient, en plus du minimum légal, une indemnité de 40 000 euros au lieu de 35 000, et une prime de 1 250 euros par année d'ancienneté au lieu de 500.

Les salariés ont fait le calcul : ce n'est pas plus que ce que leurs collègues de La Roche-sur-Yon avaient touché en 2020, lors de la fermeture de leur usine. Les mesures d'âge pour les plus de 50 ans ont même été revues à la baisse. Tout cela est d'autant plus choquant que, entre-temps, les prix n'ayant cessé d'augmenter, chacun se demande combien de temps il pourrait tenir en cas de chômage prolongé. Ce qui révolte aussi, ce sont les profits de deux milliards d'euros accumulés par l'entreprise ces trois dernières années : c'est

bien avec les richesses tirées de l'exploitation des futurs licenciés qu'elle continue d'arroser généreusement les actionnaires !

Vendredi 7 mars, lorsque les syndicats ont présenté le plan de la direction aux ouvriers de Cholet, ils n'ont pas fait d'autre proposition que de contester le caractère économique des licenciements aux Prud'hommes. Des dizaines voire des centaines de travailleurs le feront, car il n'est pas question pour eux de laisser Michelin s'en tirer sans lui arracher un maximum. Mais de telles démarches, même quand elles aboutissent, peuvent prendre des années.

Par ailleurs, tout en déplorant le bas niveau du plan de Michelin, la plupart des syndicats laissent entendre qu'il faudra bien le signer, de peur d'un accord encore pire, voire que continuer à protester serait néfaste. Pas de quoi contribuer à combattre l'abattement !

Mais, comme l'a exprimé



Manifestation des travailleurs de Michelin, le 22 janvier à Cholet.

le comité de lutte dans un tract, si les travailleurs sont « sonnés », ils ne sont « pas KO ». Ils savaient que le combat serait dur car Michelin a des raisons multiples de ne rien céder. Pour le patron, qui projette de nouvelles fermetures d'usines, il s'agit de décourager à l'avance ceux qui tenteraient de s'y

opposer. Et à l'heure où les suppressions d'emplois explosent, le patronat tout entier ne pardonnerait pas à Michelin un trop grand recul. Avoir compris cela collectivement, au travers de leurs assemblées et discussions quotidiennes, est pour les travailleurs un acquis de leur lutte.

Même si chacun voit se profiler le moment où, début juillet, il recevra sa lettre de licenciement, tous ceux qui ont participé à la lutte depuis novembre sont fiers d'avoir relevé la tête. Les liens créés au fil des actions vont permettre d'affronter ensemble les semaines à venir.

Correspondant LO

La voix de son maître

« On aimerait que toutes les entreprises qui font des plans sociaux aujourd'hui fassent le même effort » [que Michelin]. Voilà les paroles prononcées par Astrid Panoșyan-Bouvet, la ministre chargée du Travail et de l'Emploi, devant le Sénat le 5 mars, au moment même où s'achevaient les

« négociations ».

Reprenant tels quels les chiffres fournis par la direction, elle a assuré que Michelin allait dépenser 300 millions pour assurer la reconversion professionnelle des licenciés, pour qu'à chaque emploi détruit corresponde un emploi créé. Comme si cela ne

suffisait pas, elle a repris à son compte les propos du DG Florent Menegaux sur les problèmes de compétitivité de Michelin – ce qui revient à justifier les fermetures d'usines.

Pour ceux qui douteraient que l'État est au service du grand patronat, c'est une vraie leçon de choses !

La Redoute – Quai 30 – Wattrelos : le voleur doit rendre le magot !

La direction de La Redoute, à Wattrelos, voulait paralyser les travailleurs en annonçant comme un coup de tonnerre, le 6 février, l'externalisation des 322 emplois de l'entrepôt de logistique dédié au prêt-à-porter Quai 30.

Elle n'a pas réussi son coup, surtout parce que cette externalisation a été annoncée à peine un mois après que La Redoute eut récupéré 44,5 millions d'euros, reste de la fiducie, une caisse de garantie gagnée lors de la grève de 2014 sur Pinault, l'ancien patron de La Redoute, arrivée à expiration début 2025. Depuis, La Redoute a été rachetée par le groupe propriétaire des Galeries Lafayette, les Moulins Houzé, 34^e fortune de France. Ce sont eux qui sont à la manœuvre pour se débarrasser des travailleurs de Quai 30, usés à remplir leurs coffres-forts.

Pour répondre à ce mépris, des débrayages et des rassemblements ont été organisés et la production de Quai 30 a sérieusement baissé. Dès vendredi 14 février,

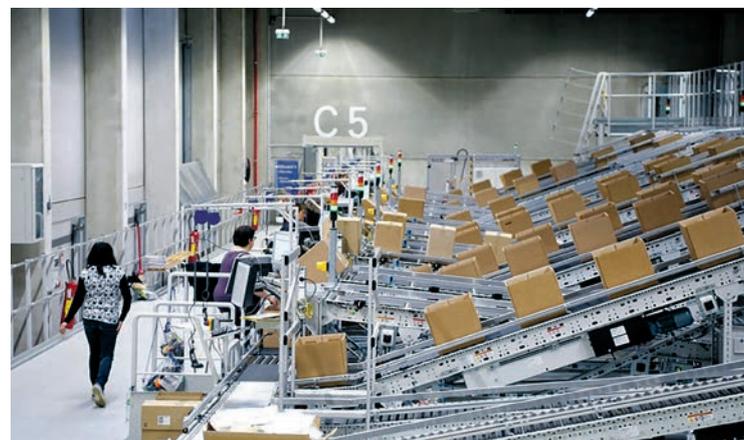
un comité d'accueil au siège, d'environ une centaine de travailleurs de toutes les équipes, attendait le patron d'ID Logistics, censé devenir leur nouvel employeur le 1^{er} juin. Les travailleurs ont proclamé haut et fort qu'il n'était pas question de perdre des acquis, et qu'une prime de transfert était exigée. Les voleurs de la fiducie, La Redoute, doivent la rendre aux salariés.

Les semaines qui ont suivi, des débrayages dans chaque équipe ont perturbé la production. Et entre les débrayages, le mot qui circule c'est : « opération escargot ». De moins en moins de travailleurs se laissent duper par la propagande de la direction.

La direction explique que cette opération est nécessaire car le flux Redoute

n'occuperait que 50 % des capacités, qu'il faut trouver une solution... et pas d'inquiétude, chacun garde son emploi donc pas de problème ! Les arguments de ceux qui ont vu le piège font leur chemin. En effet, pourquoi La Redoute, à Quai 30, garde-t-elle les murs et les machines et transfère-t-elle à un autre patron les travailleurs qu'elle a usés ?

Lundi 2 mars, les salariés de Quai 30 se sont de nouveau rassemblés devant le siège de La Redoute pour exiger une prime de transfert de 100 000 euros. Au même moment se tenait une réunion sur leur externalisation entre la direction et les syndicats. À la sortie du CSE, un délégué a résumé : « On a mis tout de suite les pieds dans le plat, La Redoute doit verser une indemnité de transfert conséquente, ce qui serait la meilleure garantie pour l'avenir des salariés du site. Avec les 44,5 millions de la fiducie qui sont le reliquat de ce qui avait été obtenu par



notre lutte en 2014, elle aurait largement les moyens de nous verser au moins 100 000 euros. Les 44,5 millions doivent nous revenir. » En clair, les salariés n'acceptent pas de se faire externaliser sans compensation et sans garantie. « La direction ne veut rien entendre. Il va y avoir un long rapport de force, car nous sommes déterminés. »

La mobilisation se poursuit. Jusqu'à une centaine de travailleurs se relaient au piquet de grève à la porte et des débrayages désorganisent complètement la production. Une nouvelle action était annoncée devant le siège le 11 mars, date de la prochaine rencontre avec les dirigeants.

Correspondant LO

Groupe Safran : mobilisation pour les salaires

La direction de Safran a communiqué aux syndicats ses décisions d'augmentation de salaires pour l'année 2025. Les montants dérisoires ont provoqué des réactions dans l'ensemble des sites du groupe, les syndicats appelant à des réunions d'information, à des débrayages et à des rassemblements.

Au bout de quelques semaines, la direction n'a quasiment rien changé à ses annonces : on est maintenant autour de 1 % d'augmentation générale, avec un minimum à 42 euros brut, et un budget de 1,5 % pour les augmentations individuelles, promotions, ancienneté, etc.

À l'usine de Villaroche, mardi 4 mars, des heures d'information syndicale ont réuni autour de 1 000 salariés, et le lendemain la grève a rassemblé plus de 500 personnes qui ont manifesté dans l'usine. Une centaine de grévistes d'autres sites, principalement de Corbeil,

étaient venus les rejoindre. Les ateliers sont restés déserts toute la journée. Les deux jours suivants, la production a été sérieusement ralentie, certains grévistes étant restés à la maison tandis que d'autres, venus sur le site, se rassemblaient au bâtiment Montage et manifestaient.

Lundi 10 mars, des heures d'information syndicale se sont à nouveau tenues, mais elles n'ont cette fois regroupé quasiment que des travailleurs des

Thales – Toulouse : le retour du jeudi de la colère !

La direction de l'usine Thales, à Toulouse, comptait sur les vacances pour que la mobilisation se calme et faire passer des augmentations salariales de seulement 2 %.

C'est raté ! Sur le site Eisenhower, mardi 4 mars, plus d'une centaine de travailleurs ont débrayé pour manifester dans les différents bureaux. Jeudi 6, les syndicats appelaient à la grève : 180 salariés se sont retrouvés devant l'entrée du site pour montrer leur colère. Ils ont affirmé leur volonté de reconduire le mouvement jeudi 6 mars, en commun avec Thales Alenia Space de Cannes.

Ce jour-là, plusieurs centaines de travailleurs de cette usine ont eux aussi débrayé dans l'après-midi et sont partis en cortège dans la zone industrielle alentour.

Les syndicats revendiquent 3,5 % d'augmentation. C'est très raisonnable, comparé aux résultats exceptionnels du groupe : 870 millions d'euros versés en dividendes et rachat d'actions, 12 % d'augmentation du chiffre d'affaires, des carnets de commande pleins... les travailleurs de Thales ont mille fois raison de se mobiliser !

Correspondant LO



À l'usine de Villaroche.

ateliers. Des débrayages et des rassemblements quotidiens ont été décidés. Des actions similaires sont également prévues sur d'autres sites. À l'usine de Commercy, dans la Meuse, qui emploie autour de 200 personnes à la fabrication d'aubes de moteurs, la grève est totale depuis le 5 mars, avec piquet de grève à l'entrée du site.

Bien que certains syndicats du groupe aient signé l'accord, le mécontentement est général devant les augmentations ridicules proposées, et dans le bâtiment Montage, beaucoup veulent poursuivre les actions. La CGT ayant avancé le chiffre

de 100 euros d'augmentation dans un tract, cette somme est reprise par les grévistes.

Les profits réalisés par Safran sont énormes et représentent 40 000 euros par salarié, mais la direction, en phase avec la politique de l'ensemble du patronat et du gouvernement, ne veut rien lâcher.

Leurs discours sur les efforts à faire dans un contexte de concurrence internationale et d'escalade guerrière n'ont pas empêché les travailleurs de se mobiliser et de relever la tête.

Correspondant LO

MDL – Vesoul : deux jours de grève

À MDL (Manufacture du Lac) à Vaivre-et-Montoille, près de Vesoul, une cinquantaine de travailleuses, soit un quart des effectifs, ont fait grève mercredi 5 et jeudi 6 mars.

MDL est une maroquinerie du groupe SIS, qui possède cinq unités de fabrication en France, dont trois en Franche-Comté, spécialisées dans la fabrication de bracelets de montres et d'articles de maroquinerie de luxe. Actuellement, le groupe compte 1 400 employés et

ne cesse de se développer. À l'appel de la CGT, seul syndicat du site, à l'occasion des négociations annuelles, quarante puis cinquante salariées se sont mobilisées. Les conditions de travail et les humiliations incessantes de la hiérarchie ont mis le feu aux poudres. Ainsi les

ouvrières se font siffler par certains chefs quand elles parlent entre elles, ou se font interpellé par des claquements de doigt. À l'annonce de la grève, le patron leur a dit : « *Faites votre merguez-partie.* » Il a même essayé de monter un comité de travailleuses opposées à la grève. Les grévistes ne se sont pas laissés entraîner sur ce terrain et ont réalisé une banderole : « Grévistes, non-grévistes, restons unis. »

Un autre sujet de mécontentement concerne les conditions pour l'obtention d'une prime mensuelle d'une centaine d'euros. Celle-ci est conditionnée à la présence, elle est divisée par deux pour une heure de retard et supprimée pour un jour d'absence. Quand on sait que les salaires sont au minimum de la convention collective, autour de 1 600 euros mensuels, on comprend l'importance de cette prime.

Après deux jours de grève, les conditions d'obtention de la prime se sont adoucies, et les négociations obligatoires annuelles se poursuivaient le lundi 10 mars. C'est la première grève dans l'usine depuis sa création en février 2019, et la première pour de nombreuses ouvrières. Gageons que cette première expérience laissera des traces pour la suite.

Correspondant LO

Hôpital – Vesoul : les raisons de la colère

À l'hôpital de Vesoul, en Haute-Saône, les conditions de travail s'aggravent dans toutes les catégories : médical, paramédical, technique, administratif.

Des congés maladie de longue durée ne sont pas remplacés, le manque permanent de personnel met en danger la sécurité des patients. Et de nouveaux cycles de travail imposés par la direction seront mis en place à partir du 1^{er} avril 2025. Ces cycles peuvent s'étendre jusqu'à treize semaines et le repos minimum de 36 heures n'est plus garanti. Quant aux heures supplémentaires de nuit, elles seront supprimées, entraînant une baisse de salaire d'environ 400 euros par mois. Les agents dénoncent également la

suppression de la gratification de la médaille du travail, de la prime de Noël pour les enfants et de la possibilité de travailler à 80 %.

Lundi 3 mars, le syndicat CGT a lancé un mouvement de grève pour dénoncer les conditions de travail des agents du GH70 (le groupe hospitalier dont fait partie l'hôpital de Vesoul), et notamment des infirmières du service pédiatrique, en colère contre le manque de personnel et le non-remplacement d'agents en congé longue durée.

Mercredi 5 mars,



308 agents se sont déclarés en grève, sur les 2 700 salariés des quatre sites du GH 70. Comme souvent dans les services de soins, ils ont été assignés. Lundi 10 mars,

la CGT et la CFDT ont appelé à un rassemblement de l'ensemble du personnel de Vesoul. Des dizaines d'hospitaliers ont occupé le rond-point devant l'hôpital toute

la journée. Ils sont bien décidés à se faire entendre. Sur les 616 inscrits au tableau de service, 494 agents étaient assignés.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Un·e cm n·e (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Europe de la défense : concurrence et gros sous

En réunissant les chefs d'état-major européens, le 11 mars à Paris, Macron a entretenu sa posture de chef de guerre et promet « l'Europe de la défense ».

Le même jour à Strasbourg, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, réclamait une « augmentation très rapide des capacités de défense européenne ». Elle confirmait son plan à 800 milliards d'euros pour « réarmer l'Europe ». Ce plan consiste à autoriser chaque État membre de l'UE à dépenser pour sa propre armée, sans se soucier des conséquences sur son déficit public, jusqu'à un total européen de 650 milliards. Les 150 milliards restant pourraient être empruntés au nom de l'UE, avec des taux bas, pour être prêtés aux États moins solvables.

Chaque État profitera, ou pas, de ce plan. Chaque État passera, ou pas, des commandes d'armement pour sa propre armée, dans l'intérêt de ses propres capitalistes.

C'est le fond du problème. L'Europe dont ils parlent tous se résume à 27 États en rivalité. C'est une faiblesse ancienne et insoluble des capitalistes européens face aux États-Unis. D'un côté, ils comptent chacun sur son État national pour défendre ses intérêts ; de l'autre, ils ne font pas le poids face à leurs concurrents américains, qui disposent d'un État capable d'imposer sa loi à toute la planète.

Dans le domaine

militaire, où les commandes sont réalisées par les gouvernements, les industriels de l'armement ont plus que d'autres l'obligation d'être liés à leur État respectif. Dassault doit sa fortune à la capacité des gouvernements français à lui acheter ses avions Rafale ou à en faire la promotion auprès des dirigeants indiens, égyptiens ou autres. Il est significatif que ni la Grande-Bretagne ni l'Allemagne ne possèdent le moindre avion Dassault. À l'inverse, l'armée française n'a jamais acheté de chars Leopard, fabriqués en Allemagne.

Les commandes militaires indiquant souvent les relations de subordination entre les pays, beaucoup d'États européens achètent



leur matériel militaire aux États-Unis. Ainsi, 64 % des armes importées par des pays européens membres de l'OTAN viennent des États-Unis contre 6,5 % de France,

6,5 % de Corée du Sud et 4,7 % d'Allemagne. Ce poids des armes américaines en Europe ne résulte pas seulement de leurs qualités ou des capacités de production de Lockheed Martin ou de Northrop, mais des liens inégaux établis entre les États-Unis et de nombreux pays d'Europe.

Les discours sur la « défense européenne » servent d'abord à mettre en condition la population pour lui faire accepter le passage à l'économie de guerre. Ils servent ensuite à jeter un voile pudique sur la guerre acharnée que vont se livrer les différents marchands d'armes pour avoir la plus grosse part de la manne.

Xavier Lachau

Haïti : contre la dictature des gangs

Cet article est tiré du journal *La Voix des travailleurs*, édité par nos camarades de l'OTR (Organisation des travailleurs révolutionnaires) - UCI-Haïti.



Port-au-Prince le 20 février lors de la manifestation des habitants de Solino.

Alors que les gangs continuent d'assiéger la capitale, pillant, incendiant et massacrant impunément, une brèche s'élève du cœur même de ce chaos. Les habitants de Solino, chassés de leurs maisons depuis près de six mois, refusent de se résigner et de plier, en choisissant la voie de la résistance, de la lutte. Face à la terreur instaurée par les bandes armées et à l'inaction complice des autorités, ils ont relevé la tête et ont gagné les rues à deux reprises en moins d'une semaine, défiant ouvertement la dictature des gangs et la répression policière pour exiger leur droit légitime à regagner leur quartier.

Le 20 février, leur colère s'est exprimée avec force. Bloquant les axes

stratégiques reliant Lalue à Bourdon et Delmas, ils ont paralysé la circulation, érigeant des barricades enflammées. Furieux, les manifestants ont envoyé un message clair : ils veulent retourner vivre dans leur quartier et non dans les camps insalubres qu'ils comparent à des parcs à bestiaux.

La police, fidèle à sa mission de réprimer les victimes plutôt que les bourreaux, a répondu par des tirs de gaz lacrymogène. Loin d'intimider les manifestants, cette brutalité a exacerbé leur colère. Des jets de pierres ont ciblé les véhicules des forces de l'ordre, accusées de connivence avec les gangs, abandonnant la population à son sort.

Une semaine avant, le 13 février, ils étaient descendus dans la rue, exigeant que les policiers et les forces étrangères remplissent leur prétendue mission de « protection des vies et des biens ». La police haïtienne, corrompue et gangrenée, laisse les bandits imposer leur loi, quand elle ne les alimente pas en armes, en munitions et en informations. Quant aux forces étrangères, elles ne sont qu'un outil de contrôle de l'impérialisme, occupées à garantir la stabilité des intérêts des puissances dominantes et des classes possédantes locales.

Cet événement, passé presque sous silence, peut être un signal, un point de départ. Les criminels tiennent surtout par la peur qu'ils inspirent. Quand les masses s'unissent et se lèvent, elles peuvent faire changer la peur de camp.

Les habitants de Solino ont surmonté la peur, et c'est là une victoire morale. Ils savent désormais que personne ne viendra les sauver, que seule la mobilisation de ces milliers de déplacés peut briser l'étau des gangs.

Ils ont compris ce que les classes dominantes tentent d'effacer des esprits : que l'oppression ne se combat pas par la soumission et la peur, mais par l'organisation et la lutte collective.

Mais pour avoir les résultats escomptés, le mouvement enclenché doit s'étendre à l'ensemble des

familles de Solino pour se transformer en une révolte profonde, consciente et déterminée. Plus la mobilisation grandira en ampleur et en intensité, plus elle atteindra des déplacés d'autres quartiers, d'autres communes et la révolte pourrait converger en un seul cri : le retour dans nos quartiers. La seule voie à suivre est

là et pas dans les négociations stériles avec des criminels. Pas dans l'attente illusoire d'un sauveur. Mais dans la révolte organisée des masses opprimées, seule force capable d'écraser la barbarie des gangs et de renverser le système qui les nourrit.

La Voix des travailleurs

7, 8 et 9 juin : la Fête de Lutte ouvrière !



La Fête de Lutte ouvrière 2025, dans un grand parc boisé à Presles, dans le Val-d'Oise, à 30 km au nord de Paris, aura lieu le week-end de la Pentecôte, c'est-à-dire le samedi 7, le dimanche 8 et le lundi 9 juin.

On peut se procurer dès à présent des cartes d'entrée auprès de nos

militants, ou bien en les commandant par Internet (ainsi que des bons d'achat au prix de 4 euros, qui vaudront 5 euros de pouvoir d'achat à la Fête).

La carte, valable pendant les trois jours de la Fête, sera en prévente jusqu'au dimanche 18 mai au prix de 15 euros.